



SOCIÉTÉ • POLICE

Cette jeunesse qui rêve de devenir gardien de la paix

Par Luc Bronner (Tours, envoyé spécial)

Publié hier à 06h30, modifié hier à 18h15

Lecture 14 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

REPORTAGE | « Le Monde » a suivi, en Seine-Saint-Denis et à Tours, les épreuves orales de ce concours d'entrée dans la police. Des jeunes gens, garçons et filles, massivement issus de milieux populaires et en quête de métiers « utiles », doivent exposer leur parcours et leurs motivations.

Victor R., 27 ans, a tenté le baccalauréat deux fois, sans l'obtenir. « *Je n'ai jamais été très scolaire*, explique le jeune homme, costume bleu, cravate, moustache

fine. J'ai repris l'école et j'ai obtenu un diplôme d'accès aux études universitaires pour avoir une équivalence bac. » Avec une motivation précise : devenir gardien de la paix. *« La police m'a toujours attiré pour le côté sécurité, être prêt à agir pour protéger les valeurs françaises, les valeurs républicaines »,* argumente-t-il, ce jour de la fin de décembre, au septième étage d'un immeuble anonyme de la banlieue parisienne, où se déroulent les oraux du concours de gardien de la paix.

Comme dans sept autres sites en France, le ministère de l'intérieur procède au recrutement de ses futurs fonctionnaires, âgés de 17 à 45 ans : plus de 7 000 agents au total en 2023, dont 4 200 gardiens de la paix, recrutés avec le niveau baccalauréat, par concours externe ou interne. Des fonctionnaires de catégorie B rémunérés de 2 100 euros net en début de parcours à 3 600 euros en fin de carrière. A Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) et à Tours, *Le Monde* a suivi des épreuves orales en décembre et en janvier, comme la loi l'y autorise, sans que les candidats en soient informés afin de ne pas les perturber.

Devant Victor R., trois membres du jury : une commandante divisionnaire, un major en fin de carrière et une psychologue de la police. Le jeune homme a franchi les deux premières étapes de la sélection : des écrits (cas pratiques, questions à choix multiples de culture générale et d'anglais) et des épreuves sportives (endurance et parcours d'habileté). L'oral, qui dure vingt-cinq minutes, est censé permettre au jury de vérifier les motivations. *« Nous évaluons les capacités à travailler en équipe, à raisonner, à apprendre l'agilité, la réactivité »,* énumère Carole Cornali, la commandante et présidente du jury. *« Cela nous permet d'observer tout ce qui relève de l'anxiété et des capacités relationnelles »,* ajoute Hervé Brisson, major en banlieue parisienne depuis plus de trente ans. Devant eux, Victor R. clôt son passage par un engagement : *« Je suis très motivé. Si ça ne passe pas cette fois-ci, je reviendrai dans six mois pour repasser le concours. »*

Tout le monde ne déteste pas la police, même si ce slogan est volontiers repris dans les manifestations où défile une autre jeunesse, souvent plus diplômée, plus urbaine. Devant les jurys se présentent de jeunes hommes et de jeunes femmes attirés par la fonction publique et la promesse d'un métier avec du

« *sens* ». Des enfants issus des classes populaires, pour beaucoup, titulaires du bac, parfois d'une licence, le plus souvent sans diplôme d'enseignement supérieur, malgré une ou deux années passées sur les bancs de l'université. Beaucoup ont déjà travaillé pour gagner leur vie.

Forme d'ascension sociale

Adrien K., originaire de Draveil (Essonne), est allé jusqu'à la troisième année de droit, mais il n'a pas passé les examens. Depuis, il a enchaîné les métiers en intérim : manutention, mise en rayon, déménagement... « *J'ai 31 ans, je veux me stabiliser. J'ai envie d'être au service de la population.* » Léo P., 19 ans, originaire du Mans, convoqué devant un jury à Tours, a commencé une licence en histoire avec l'idée de devenir enseignant. « *Le format des études ne me convenait pas.* » Il a arrêté avant la fin de la première année. Il travaille à La Poste depuis dix-huit mois, avec des horaires de nuit. « *C'est aussi un service public. Pourquoi la police ?* », lui demande un examinateur. « *Je suis dans les colis, vous savez. La Poste, c'est un bon métier, avec plein d'avantages, mais je veux un métier qui corresponde à mes valeurs.* »

Les concours de gardien de la paix continuent de permettre une forme d'ascension sociale. Yacine R. a arrêté l'école à 15 ans parce que son père avait des problèmes de santé. Aujourd'hui âgé de 29 ans, habitant Ivry (Val-de-Marne), il a travaillé dans les rayons des supermarchés Dia avant d'être licencié pour motif économique. Depuis, il est devenu « *machiniste receveur* » pour les bus de la RATP. « *J'ai vu la situation se dégrader. Il y a beaucoup plus d'incivilités qu'en 2016, quand je suis entré.* » Sans diplôme, le jeune homme a suivi une formation pour devenir moniteur d'auto-école, ce qui lui a donné une équivalence baccalauréat. « *Au début, je vais pas vous mentir, j'y avais jamais pensé* », reconnaît le candidat, aiguillonné par la réussite de son frère... après dix tentatives au concours. Le désir est venu en avançant, tente-t-il d'expliquer, sans totalement réussir à convaincre le jury : « *Sur TikTok, je vois souvent la police qui se filme, comme la BRAV-M [unité motorisée, dont les méthodes sont critiquées]. Ça me donne de l'adrénaline, ça peut être moi, je me vois apporter ma part sur le terrain.* »

Lire aussi l'enquête :

[Une histoire du maintien de l'ordre « à la française »](#)

Les motivations relèvent de choix personnels et du souhait d'être « *utile* ». Pierre P., 24 ans, originaire du Loir-et-Cher, passionné de basket-ball et de ball-trap, a obtenu un bac pro aménagement paysager et a exercé comme garde-chasse pendant quelques années. « *Participer à la sécurité intérieure de la France serait une fierté pour moi* », a-t-il écrit dans sa lettre de motivation, lue à haute voix par un membre du jury. « *J'ai toujours été passionné par mon pays, je suis patriote* », complète-t-il à l'oral. Gaétan M., 21 ans, originaire du Loiret, s'était imaginé devenir militaire dans un régiment d'infanterie parachutiste. Avec l'espoir de partir pour des opérations extérieures, en particulier au Mali. Il n'a pas été retenu. Le garçon a fait dix ans d'escrime, des années de cor d'harmonie, s'est mis à la boxe anglaise. Il a travaillé chez Auchan et aux champs. L'université ne lui a pas convenu. Une année en histoire. Puis une autre en économie et gestion, sans obtenir de diplôme. Il suit actuellement un service civique à Orléans, chargé d'accueil dans un commissariat. Il s' imagine travailler pour police secours dans un premier temps et rêve d'investigation ensuite. « *J'ai déjà passé le concours deux fois.* »

« *Qu'est-ce qui vous motive ?* », interroge la psychologue du jury, Audrey Rapicault.

– *C'est l'assistance à la personne. Intervenir. Séparer. Sécuriser des situations.* »

« Lourde responsabilité »

Avant chaque journée de sélection, les membres des dizaines de jurys entendent la lecture d'une lettre de leur présidente nationale. « *Vous portez la lourde responsabilité de recruter* », précise l'inspectrice générale Lucile Rolland, directrice adjointe de l'inspection générale de la police nationale. Une mission encore plus importante, signale-t-elle en direction des examinateurs, « *dans une institution où l'encadrement au quotidien fait souvent défaut* ». « *Beaucoup de candidats sont dans le "care" et la prévention* », constate M^{me} Rolland. Ils reprennent en cela la communication officielle du ministère de l'intérieur, laquelle insiste beaucoup sur les thématiques « protéger » et « soutenir » dans ses interventions sur les réseaux sociaux. « *Ce métier les confrontera à la mort,*

à la souffrance. Seront-ils capables d'encaisser ? C'est une question que l'on se pose tout le temps : cette personne, souvent jeune, sera-t-elle armée pour résister à la pression ? », s'interroge Lucile Rolland en évoquant le traumatisme des suicides parmi les policiers.

Lire aussi | [Agnès Thibault-Lecuire : « Avoir une magistrate à la tête de l'IGPN est un signe d'ouverture »](#)



A travers leurs mots, les candidats témoignent aussi d'une France réclamant de l'ordre, de l'autorité, comme le martèlent les enquêtes d'opinion depuis plusieurs années. Florian L., 35 ans, a mis un costume gris un peu trop grand pour lui. Il avait passé un bac marketing en 2008, puis entrepris une carrière dans le commerce : *« Onze ans dans l'aéronautique. »* Il avait envie d'autre chose. S'est inscrit dans la réserve de la police, ce dispositif qui permet à des professionnels de venir assister les forces de l'ordre sans être fonctionnaire. Il a été affecté auprès de la compagnie républicaine de sécurité (CRS) autoroutière dans le nord de Paris. *« Ça m'a tout de suite plu. »*

« Qu'est-ce que vous avez apprécié ?

– La solidarité. L'organisation. Ce sont des gens qui vont tout de suite voir si vous allez bien. » Il aimerait faire du maintien de l'ordre avec les CRS plus tard s'il réussit l'épreuve.

« Qu'est-ce qui vous intéresse dans le maintien de l'ordre ?

– La rigueur. Le principe d'être tout le temps ensemble.

– Et les points négatifs ?

– Vous en prenez un peu sur la tête, vous êtes le bouclier de l'institution. »

Certains rêvent de travailler dans la sécurité depuis longtemps et s'y sont préparés. Pas uniquement des enfants de policiers ou de gendarmes, nombreux à se présenter. Maxence M., 19 ans, raconte avoir grandi dans une petite ville de l'Indre. Après son bac, il est accepté à la faculté de droit. Il choisit plutôt de s'engager comme gendarme adjoint volontaire. L'expérience n'a pas été concluante. *« Je manquais de confiance en moi. Et la vie en caserne, j'aime un peu moins. »* Il poursuit : *« Je suis attiré par les possibilités d'évolution. J'aime*

mon pays. Et c'est un métier où il y a de l'action. » Pour se préparer, il s'est engagé dans un service civique à Pôle emploi (devenu depuis France Travail) à Argenton-sur-Creuse (Indre). *« Vous savez que, si vous êtes reçu, vous serez sans doute affecté dans la région parisienne ? »*, le questionne un examinateur. *« Je vais pas vous mentir, je connais pas spécialement bien. Mais j'ai pas de préférence géographique. »*

Lire aussi : [Les commissariats de police saturés par 2,7 millions de procédures en souffrance](#)



Thibault L., 24 ans, a grandi en Bretagne. Il aurait adoré devenir dessinateur. S'est imaginé infirmier et a donc passé un baccalauréat sciences et technologies de la santé, filière technologique. Sa vocation est ailleurs, a-t-il découvert. Il est devenu policier adjoint, un emploi sur trois ans, rémunéré 1 500 euros net par mois, pour des missions d'accompagnement des fonctionnaires, une force d'appui, contractuelle, moins bien rémunérée, destinée aux tâches ingrates. Le dispositif permet aussi l'entrée d'agents un peu plus expérimentés, à travers les concours internes ou externes, comme Thibault. Lui voudrait rejoindre une brigade de protection de la famille. *« Tout le monde me soutient parmi mes proches. J'ai pas de collègues d'ultragauche qui seraient du genre ACAB [All Cops Are Bastards, "tous les flics sont des salauds"] »*.

Crise des recrutements

Un autre candidat s'assoit devant les examinateurs. Julien N., 19 ans, a passé un bac pro métiers de la sécurité dans un lycée professionnel, une formation en plein développement qui oriente des lycéens vers l'armée, les pompiers, la police, la gendarmerie et la sécurité privée. *« C'est une vocation pour moi. »* Le jeune homme, originaire de Cholet (Maine-et-Loire), a déjà effectué des stages courts dans un commissariat, dans une gendarmerie, a passé son brevet de secourisme, suivi une préparation pour l'armée de terre et a participé, parmi les premiers, au service national universel. Depuis la fin du lycée, il a multiplié les expériences dans la sécurité privée : vigile chez Decathlon, Cultura et désormais Fiducial. Il s'entraîne aussi régulièrement à la course à pied (*« trente-neuf minutes pour 10 kilomètres »*). *« J'ai envie de voir du terrain. Police*

secours d'abord. Pourquoi pas du renseignement ensuite ? Et la BAC aussi. »
« Pourquoi on vous prendrait vous plus que tous ceux qui attendent dans la salle ? », demande le commandant Gaël Le Penven, président de jury à Tours.
« Je pense avoir mis en place un bon parcours pour me lancer dans les métiers de la sécurité », répond le vigile.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Pendant une pause, Gaël Le Penven fait ses comptes : *« Dix-sept ans que je fais des jurys, deux fois par an, sur deux jours à chaque fois, avec une quinzaine de candidats par journée. J'ai dû en voir passer plus de 1 000 ! Le discours sur la baisse du niveau m'agace. Je l'entendais déjà à l'époque. »*

Lire aussi l'enquête : [La police après les émeutes, enquête sur un corps social à vif](#)



La police nationale est, comme d'autres services publics, touchée par une crise des recrutements : pour la session de mars 2023, le ministère de l'intérieur a enregistré 15 000 candidats pour 1 300 postes ouverts (17 000 en 2022). L'enjeu est de taille pour l'institution, encore plus dans une époque où les débats sur les violences policières ont éloigné une partie de l'opinion, notamment de la jeunesse, et où il faut anticiper les nombreux départs à la retraite à venir. Le niveau de sélectivité des gardiens de la paix a chuté depuis 2012. La Cour des comptes s'en était alarmée en 2023, dénonçant l'affaiblissement de la qualité des recrutements et l'insuffisance de la formation. L'intérieur, lui, tente de relativiser. D'abord parce que d'autres concours, notamment dans l'enseignement, ont connu des évolutions plus douloureuses encore, conduisant à ne pas pourvoir tous les postes ouverts dans certaines disciplines. Ensuite parce que, pour la police, l'évolution s'explique en partie par une hausse très spectaculaire du nombre de recrutements après la période de basses eaux décidée par l'ancien président Nicolas Sarkozy.

Lire aussi : [La police et la gendarmerie confrontées à des départs massifs](#)



Quelques centaines de postes seulement avaient été ouverts pour l'année 2012, par exemple, là où, en 2023, le ministère a recruté plus de 4 000 gardiens de la paix – un candidat présent sur sept pour les concours externes a été recruté lors de la première session en mars. *« Avec si peu de postes en 2012, on avait effectivement un niveau de sélectivité exceptionnellement élevé, relève Philippe Lutz, directeur de l'académie de police, la direction chargée de la formation et du recrutement à l'échelle nationale. Aujourd'hui, la sélectivité est moins grande. Cela signifie que nous devons à la fois gérer la massification de nos formations et des candidats de niveaux totalement différents. »*

« CV et lettres de motivation bâclés »

L'enjeu est d'autant plus fort que le ministère avait réduit la durée de formation des gardiens de douze à huit mois. Une décision sur laquelle le gouvernement est revenu en 2021. *« Je ne veux pas laisser passer des candidats trop faibles à l'issue des écrits »*, affirme Lucile Rolland, la présidente du jury. *« L'idéal serait d'avoir trois candidats pour une place au moment des oraux. Très honnêtement, ça fait longtemps que l'on n'a pas eu ce minimum. »* Lors de la session de mars 2023, 2 300 postulants ont ainsi passé l'oral pour 1 300 places ouvertes.

L'intérieur investit pour aller démarcher des futurs gardiens appelés à rejoindre les quelque 110 000 agents en poste. *« Vivez l'exceptionnel au quotidien, rejoignez la police nationale »*, martèle l'institution dans ses vidéos publicitaires, avec l'espoir de contrecarrer les effets négatifs des suicides (1 100 policiers suicidés en vingt-cinq ans). Aux examinateurs d'effectuer le tri. *« Les jurys regrettent de voir dans des dossiers de candidats des CV et des lettres de motivation bâclés ou copiés, parfois sans discernement, sur des modèles trouvés sur Internet »*, notent les annales de la dernière session de recrutement. Comme pour tous les concours, des sites spécialisés proposent des formules d'aide et de préparation. Des manuels existent également depuis des années. La quantité, toutefois, ne fait pas forcément la qualité. Après la vague d'attentats islamistes, en 2015, le nombre de candidats avait fortement augmenté. Une vague de postulants pendant une année. *« Mais on n'a jamais eu autant de notes éliminatoires »*, précise Philippe Lutz.

Lire aussi : [La création d'un diplôme universitaire de sociologie réservé aux policiers suscite un engouement inattendu](#)



Dans la liste des préoccupations du ministère demeure celle de présenter un visage ressemblant à celui de la société française. Sur la place des femmes. Sur la diversité ethnique aussi, un objectif mis en avant par Nicolas Sarkozy du temps où il était Place Beauvau et pour lequel il n'existe pas d'indicateur de suivi, faute de statistiques. A lire la longue liste des admissibles en mars 2023, la France des futurs gardiens de la paix est plus celle des jeunes prénommés Thomas (72 admissibles sur 4 325, selon le décompte du *Monde*), Lucas (71), Nicolas (54), Romain (47), Kevin ou Hugo. On compte seulement 6 Mohammed, autant de Sofiane et de Mehdi. Et un Redouane.

Originaire de Stains (Seine-Saint-Denis), Redouane L., 31 ans, est venu en costard cravate noir, barbe taillée. « *Je n'ai pas fait de grandes études* », dit-il aux examinateurs. Il a échoué au bac à l'âge de 19 ans. A travaillé ensuite dans le BTP, la soudure, la pose de fibre optique, l'électricité. Il a pris des cours du soir pour passer son bac en candidat libre. « *J'ai eu le bac à 25 ans, c'est pas tout le monde qui fait ça* », plaide-t-il pour preuve de sa détermination. Il a rejoint le groupe de protection et de sécurité des réseaux (GPSR), un service de la RATP chargé de la sécurité. « *Au début, quand on entre dans ce métier, on est confronté à la misère sociale.* » Puis aux violences, aux tensions. « *Le pire secteur, c'est le nord de Paris. Entre nous, on appelle cette zone le Mordor [référence au Seigneur des anneaux], parce que c'est encore plus difficile.* » Pourquoi devenir gardien de la paix ? « *Au GPSR, on est un peu freinés, je voudrais faire plus, suivre les interpellations, accéder aux fichiers.* » « *D'après vous, est-ce que la police est violente ?* », demande une examinatrice. « *Dans tous les métiers, il y a des gens violents* », répond prudemment le jeune homme – ce sera le seul candidat interrogé sur le sujet. « *Derrière les injonctions officielles, les membres des jurys conservent des marges de manœuvre importantes* », relève le sociologue Frédéric Gautier, [auteur d'une thèse sur le recrutement des policiers](#), pour souligner le décalage entre les discours officiels et le bilan mitigé sur la diversité.

« Gratitude envers la République »

Les campagnes de communication attirent aussi des profils très éloignés des attentes. Les jurys sont appelés à les interroger *« avec bienveillance »*, même si leur mission est de les éliminer. Marie (son prénom a été modifié), 22 ans, habitante de Bourges, successivement serveuse, caissière, préparatrice de sandwiches, poissonnière, aujourd'hui vendeuse de sushis, avait commencé des études longues. Une classe préparatoire en sciences. Puis trois années en faculté de physique à Clermont-Ferrand. *« Les profs, les parents, vous disent qu'il faut faire des études, et l'on suit. J'étais plutôt bonne. Mais j'ai envie d'autre chose. J'ai envie d'aider les gens, plus que de faire des études. »* La jeune femme peine à détailler ce qu'elle pourrait apporter.

Lire aussi : [Un recrutement des policiers encore trop généraliste, peu diversifié et souffrant d'une faible sélectivité](#)



« Est-ce que vous connaissez l'organisation ? »

– Non, mais je sais qu'il y a des grades différents.

– Vous vous êtes renseignée ?

– Non, mais je suis ouverte à tout.

– L'école, vous savez comment ça va se passer ?

– Un ami m'a expliqué que ça durait douze mois, que l'on faisait du sport, de la législation, du français.

– Vous suivez l'actualité ?

– Un peu. Il faut savoir ce qu'il se passe au niveau du gouvernement. C'est eux nos chefs.

– C'est qui votre chef ?

– Darmanin.

– Vous dites Darmanin ?

– Euh, M. Darmanin.

– *C'est quoi son titre ?*

– *Ministre de la défense. Euh, non, ministre de l'intérieur. »*

Roshan (le prénom a été modifié) fait aussi partie de ces candidats jugés limites – les examinateurs se sont interrogés pour savoir s'ils lui attribuaient une note éliminatoire. Des parents réfugiés en France. Une licence en philosophie. Puis une licence en psychologie et un master non terminé. « *En parallèle, j'ai entrepris une psychanalyse pendant trois ans* », précise-t-il au moment de se présenter. « *Pourquoi le concours de gardien de la paix ?* », demande la psychologue. « *Je prends le terme de "gardien de la paix" au sens littéral : la paix est quelque chose qu'il faut préserver. Il faut combattre le chaos. J'ai un parcours un peu long à l'université, j'ai cherché des réponses à des questions existentielles. Avec ma psychanalyse, j'ai pu me recentrer encore plus : ce qui m'intéresse, c'est de faire un métier qui a du sens et montrer ma gratitude envers la République française, qui a accueilli mes parents.* » Pour preuve de sa motivation, il déclare être passé de 122 kilos en octobre 2022 à 80 kilos pour les épreuves sportives.

« **Mouvements psychiques** »

« *Si vous deviez définir en une phrase le métier de gardien pour un enfant de 5 ans ?*, interroge le major. Un silence.

– *Je dirais que ce sont les héros d'aujourd'hui qui protègent des forces du mal.* Un autre silence, du jury cette fois-ci.

– *Qu'est-ce que vous allez apporter à la police ?*, demande la commandante.

– *D'abord, l'écoute bienveillante. Peut-être que je serais plus attentif aux différents mouvements psychiques.*

– *Dans la rue, on vous bouscule, on vous crache dessus, on vous insulte, vous faites de l'écoute bienveillante ?*

– *Je demande pourquoi. Je peux faire un rapport à l'ordre verbal et je lui demande ce que j'ai fait pour mériter ça.*

– *Et s’il continue ?*

– *Je l’identifie, et je me désengage.*

– *Vous ne l’embarquez pas ?*

– *Non, s’il n’y a pas de danger pour lui et pour les autres. »*

Un autre silence. « *S’il y a une possibilité de l’interpeller en toute sécurité pour lui et pour moi, je pourrais lui expliquer.* » C’est la deuxième fois que le jeune homme tente les épreuves. « *Si j’échoue, je recommence.* »

Dans un peu plus d’un an, les candidats reçus – après visite médicale, enquête de moralité puis douze mois de formation – seront affectés dans des commissariats. L’immense majorité rejoindra Paris et sa banlieue. Où habite, vit et travaille une autre jeunesse populaire aux caractéristiques sociales tellement similaires.

Luc Bronner

Tours, envoyé spécial